

Burundi : la violence armée fait plus de 100 victimes par mois

@rib News, 22/10/2015 - Source Xinhua La violence armée fait plus de 100 victimes (morts et blessés) par mois au Burundi, a déclaré Nina Niyubahwe, une responsable de la collecte des données à l'Observatoire de la violence armée (OAV), au sein de la commission nationale permanente de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (CNAP). Dans une interview accordée à Xinhua jeudi à Bujumbura à deux jours de l'expiration du délai de grève d'un mois (24 septembre-24 octobre 2015) accordé par le chef d'Etat burundais pour la campagne de désarmement civil volontaire de la population burundaise, Mme Niyubahwe a précisé que la violence armée reste aujourd'hui un défi pour la paix et le développement au Burundi.

"Bien que le Burundi soit sorti de la guerre, le pays continue à afficher un bilan terrifiant en termes de violence armée civile", a-t-elle souligné, 1.538 incidents de criminalité et de violence armée ont été répertoriés par l'OVA pour la période allant de janvier à août 2015. En analysant de près la carte géographique de ces incidents, vols à main armée, meurtres et violences domestiques ou sexuelles, a-t-elle expliqué, on découvre que Bujumbura bat le triste record avec 651 incidents de violence armée sur cette période, soit 42% du total. Elle a fait remarquer que cela s'explique par la situation d'insécurité sur fond de confrontations à caractère politique, qui a été observée à Bujumbura depuis fin août dernier. Sur les 2.228 victimes et auteurs de la violence armée enregistrés par l'OVA au cours des premiers huit mois de 2015, a-t-elle précisé par ailleurs, la majorité sont des hommes. Se référant au répertoire de l'OVA, elle a indiqué que la plupart des actes criminels enregistrés au Burundi sont liés notamment aux confrontations à caractère politique, au banditisme, aux conflits fonciers, aux bavures des forces de sécurité, aux viols sous menace d'une arme et aux violences conjugales. Toutefois, les statistiques des armes remises, saisies ou récupérées au cours des dernières années, prouvent la suffisance la volonté de la population burundaise de "s'en débarrasser", a-t-elle nuancé en précisant que de mars 2009 au 30 août 2015, 28.003 armes ont été remises aux autorités. Ces dernières, a-t-elle précisé, sont composées de 65 armes d'origine, 3.411 fusils d'assaut, 516 pistolets, 1.690 bombes/obus, 117 roquettes, 21512 grenades, 289 dynamites, 179 fusées de mortiers et 224 détonateurs. Il faut ajouter à cette liste 425.200 munitions et 10.950 chargeurs récupérés au cours des six dernières années, a-t-elle précisé. Malgré ces résultats obtenus dans le cadre de désarmement de lutte contre la prolifération des ALPC (armes légères et de petit calibre), a-t-elle fait remarquer, les défis demeurent immenses. Car, a-t-elle expliqué, le monitoring sur la violence armée prouve que de nombreux cas d'insécurité (viol, banditisme, conflits fonciers) persistent encore ; la porosité des frontières, ainsi que les armes encore aux mains des criminels, étant toujours à la base du réarmement de la population. Selon Mme Niyubahwe, l'autre grande préoccupation burundaise du moment, est le relevage et la destruction de ces engins, qui demeurent meurtriers. Aujourd'hui, a-t-elle précisé, nombre d'armes et munitions remises, saisies ou récupérées lors de la dernière campagne de désarmement civil qui a été clôturée en février 2014, n'ont pas encore été relevées pour destruction.